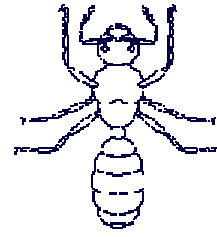


« *Le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul : aidons-le !* »

Le Termite

Bulletin publié par le Rezo-antiK



N°1
6 mars 2007
Prix libre

EDITO

Quand l'actualité est dominée par la campagne électorale, que cette même campagne est dominée par des médias qui ont désigné « les deux principaux candidats » et se contentent d'hésiter sur qui sera le « troisième homme », quand on nous assomme de commentaires sur les prestations télévisuelles des uns et des autres ou sur les sondages en délaissant les contenus, on peine à faire entendre autre chose. La politique se réduirait au triste spectacle de la machine à élire (aujourd'hui) et trahir (demain) ?

Le véritable enjeu se noue ailleurs : le pouvoir est aux mains des gros actionnaires des multinationales, à la tête des Banques centrales, au sommet des appareils d'Etat, et ceux qui dirigent véritablement le monde ne nous demandent pas nos suffrages. Abandonner la politique aux « spécialistes » et la cantonner aux élections, c'est laisser en place l'ordre établi et renoncer à l'idée qu'un autre fonctionnement social puisse voir le jour. C'est par la lutte que les choses changeront, par la mobilisation et l'auto-organisation de celles et ceux d'en bas. C'est au quotidien, dans les syndicats et les associations, dans les collectifs de lutte, sur son lieu de travail ou de vie, que l'avenir se construit.

Nous sommes convaincuEs que l'avenir se construira en rupture franche avec le système et ses institutions. Le capitalisme n'est ni aménageable, ni réformable, parce qu'il repose sur la dictature économique et sociale d'une minorité qui extrait le maximum de profit du travail et de la misère de la majorité. Rompre avec cela, c'est bâtir un autre monde sur d'autres principes : la satisfaction des besoins, le droit à la santé, au logement, à l'éducation, à la culture pour toutes et tous. C'est briser la dictature de la finance, et organiser l'autogestion à l'échelle mondiale.

En initiant ce bulletin, le Rezo-antiK voudrait poursuivre son projet initial : dans la lignée des cafés anticapitalistes offrir des cadres de rencontre, de débat, de confrontation entre différentEs militantEs et courants se situant sur le terrain de la lutte des classes intransigeante et de l'anticapitalisme. Sur les élections, toutes et tous ne partagent pas le même point de vue : personne ne compte y trouver le sauveur suprême, mais certainEs y participent tandis que d'autres s'y refusent. Nous inaugurons ce bulletin par un ensemble de contributions de militantEs auxquels nous avons demandé qu'ils-elles indiquent ce qu'ils-elles pensent de la campagne. Les points de vue sont pour le moins contrastés.

Ce bulletin voudrait aussi être, à son échelle, l'écho de luttes et initiatives militantes de la mouvance anticapitaliste. C'est pourquoi nous nous proposons de relayer des informations et dates utiles, mais aussi accueillir des contributions de celles et ceux qui le souhaiteront.

Une demi-page sur les élections : quel bonheur !

Nous avons invité des militantEs de différents courants à s'exprimer, à titre individuel, sur la campagne des présidentielles. L'idée étant de répondre à la question : « Quel lien et/ou quels enjeux présentent les élections de 2007 pour le combat contre le capitalisme ? ».

ChacunE étant invitéE à s'en donner à cœur joie pour expliquer pourquoi il/elle soutient tel ou telle candidatE, pourquoi il/elle ne soutient personne et considère que les élections sont nuisibles pour la santé et pour le moral des ménages, pourquoi la peste et le choléra, etc.

a voté!



Reconnaissons le ! Boire un demi même avec nos camarades de la CNT, sans parler des élections, devient un exploit.

Est-il obligatoire pour autant que la CNT se prononce sur ce sujet ?

Notre organisation, se référant entre autres à la Charte d'Amiens, « déclare que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de la réorganisation sociale ». Puisque la CNT conçoit la possibilité d'imposer la transformation sociale nécessaire par l'action syndicaliste globale, elle se refuse à déléguer aux candidats et partis politiques, quelqu'ils soient, cette mission émancipatrice, qui ne pourra être que l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, tel que le préconisait l'Association Internationale des Travailleurs.

Tout mot d'ordre électoral de la CNT est donc inconcevable. Nos camarades se détermineront en fonction de l'expérience acquise lors de leurs combats, dans et hors de l'entreprise.

De toute façon Pelloutier reconnaîtra les siens !!!

Union Locale des syndicats CNT de Nancy et ses environs.

Rarement dans l'histoire, les travailleurs ont subi de telles pressions. Partout les capitalistes, toujours à la recherche de nouveaux débouchés, se livrent une concurrence féroce pour maintenir leurs profits. En France, casse du service public, du code du travail, délocalisations, accentuent chaque jour la précarité. Face à la remise en cause de droits souvent acquis grâce à des luttes difficiles, jamais le mouvement ouvrier n'a paru si faible. Les organisations politiques, syndicales sont divisées. Le discrédit qui pèse sur les politiciens est immense, il englobe dans un même rejet le personnel politique de la bourgeoisie, et les représentants des organisations ouvrières. Les illusions réformistes ont fait long feu : de mai 1981 à mai 2002, les gouvernements conduits par le parti socialiste ont montré leur incapacité à prendre en compte les intérêts de la classe ouvrière, et leur grande servilité à l'égard du patronat. Plus que jamais le capitalisme en crise, mais triomphant, n'a ni le besoin, ni les moyens de laisser des miettes pour un réformisme dont l'espace politique se réduit à néant. Cependant depuis quelques années les luttes semblent reprendre et donner quelques résultats : le retrait du CPE par le pouvoir au printemps 2006, le non au référendum sur le traité constitutionnel européen sont des victoires sur lesquelles il faut s'appuyer pour montrer que la lutte paie et inverser la tendance.

Dans ce cadre, les élections présidentielles ne sont pas un enjeu majeur : les « gros » candidats, protégés par l'Etat, les patrons, soutenus par une presse aux ordres peinent à se différencier sur quelques sujets de société. Pourtant l'intérêt de la population (et sa déception) est grand. Et c'est bien pour profiter de cette attention que les travailleurs, chômeurs, précaires portent à la politique, que la LCR a décidé de présenter Olivier Besancenot. Cette candidature a pour but d'utiliser la caisse de résonance médiatique que constitue la campagne électorale pour présenter une alternative anticapitaliste en rupture claire avec toutes les politiques menées depuis des décennies. Cette candidature doit permettre de soutenir les luttes en cours, de les légitimer. Ces élections doivent être l'occasion de mettre en avant la nécessité d'une autre répartition des richesses. Ces richesses, produites par les seuls travailleurs, sont pillées par les capitalistes toujours plus assoiffés de profit. En revendiquant pour le monde du travail des mesures d'urgence seules capables de satisfaire les besoins élémentaires de la population, la LCR entend redonner confiance aux travailleurs pour exiger ce qui leur est dû et aider au regroupement de tous ceux qui veulent construire un nouveau parti pour les luttes. Ces élections sont pour nous un moyen d'armer les travailleurs contre l'offensive capitaliste, ce n'est qu'un début...

Sylvie Petit, Stéphane Thomas militants LCR 54

Pourquoi nous n'irons pas voter

Avertissement : nous ne souhaitons par ce texte représenter personne (abstentionnistes, anarchistes...), et encore moins donner des consignes de vote, ou d'abstention, juste expliciter notre point de vue.

Le pouvoir, et tou-te-s ceux et celles qui y aspirent, a beau présenter les abstentionnistes comme des personnes qui se désintéressent des questions sociétales, pour notre part c'est justement parce que nous voulons donner notre avis, décider, et reprendre le contrôle de nos vies que nous nous abstenons lors des mascarades électorales.

Accordé par le pouvoir, le droit de vote a été concédé progressivement et avec parcimonie. Il s'agissait pour les possédant-e-s de légitimer leur pouvoir tout en confisquant les capacités d'auto-organisation du peuple. Si nous refusons de nous "exprimer" par le vote, c'est car celui-ci ne fera pas de nous des acteur-trice-s de la vie politique, mais des administré-e-s, dont les vies seront contrôlées dans un système incapable d'assurer une organisation sociale juste.

Nous sommes convaincus que quelque soit la personne élue et son programme, aussi courageuse et sincère soit-elle, elle ne pourra s'attaquer concrètement aux fondements mêmes de cette société inégalitaire et oppressive. Toute volonté de la transformer par la prise du pouvoir, par les urnes ou par les armes, aboutit au mieux à la gestion tranquille du capitalisme, au pire à des dictatures tragiques. Tout comme le capitalisme n'est ni humanisable ni réformable, l'État n'est pas un outil neutre au service d'une politique plus ou moins sociale. Il est l'instrument de domination et d'exploitation d'une minorité privilégiée. Finalement c'est surtout une gigantesque perte d'énergie pour les partis et les personnes qui s'y investissent.

Alors que la situation demande de changer nos modes de vie et nos rapports au monde, nous avons la certitude que ces élections de 2007 n'aboutiront qu'à des aménagements du capitalisme, que le plus convaincant sera un-e serviteur-se des puissances d'argent capable de s'appuyer sur de redoutables capacités manipulatrices pour assoir cette dictature d'une minorité privilégiée.

Bien que toute l'attention médiatique se porte sur l'inéluctabilité du scrutin, nous ne céderons pas à la résignation et posons la question de l'organisation sociale et du besoin de rupture avec ce système destructeur d'idéaux et créateurs de cruelles (dés)illusions depuis des siècles. Plutôt que d'élire des représentant-e-s, nous pensons qu'il appartient à chacun-e de se responsabiliser et de se donner des moyens d'agir. C'est dans les luttes sociales et les rapports de force que nous créons face au pouvoir que nous posons les jalons d'une transformation de la société. **C'est au moyen de notre action directe, sans intermédiaires élu-e-s ou autoproclamé-e-s, et grâce aux pratiques d'entraide que nous créerons les éléments d'une rupture avec l'ordre inégalitaire qui nous est imposé ainsi que l'ébauche d'une organisation sociale autogestionnaire à taille humaine.** Car enfin une société de 60 millions de personnes peut-elle seulement être viable ?

Groupe Anarchiste Marée Noire

Populariser les objectifs des luttes de demain

A chaque élection, l'ensemble de la population s'intéresse à la politique, alors, nous qui en faisons toute l'année, nous voulons faire entendre nos idées et permettre aux travailleurs de faire un vote utile pour eux. Le sens de la candidature d'Arlette Laguiller est de permettre de voter clairement pour un camp, celui des travailleurs, et aussi de populariser les objectifs des luttes de demain et de les faire approuver par le plus grand nombre de travailleurs.

La situation sociale est marquée par des attaques du patronat, bien aidé par le gouvernement de droite en place. Retraite, sécurité sociale, précarité, services publics à l'abandon... les attaques n'ont pas manqué depuis cinq ans. D'où l'aspiration dans les classes populaires à voir la droite renvoyée dans ses pénates, ce qui passe par une victoire de la gauche.

Mais quel que soit l'élu du second tour, la situation des classes populaires ne changera que si elles renouent avec les luttes sociales. Des luttes pour imposer la transparence sur les comptes des entreprises de manière à ce que la population puisse voir où va l'argent, quels circuits il emprunte, dans quelles poches il transite. Il faut mettre fin au secret des affaires qui permet, outre de cacher les magouilles, de masquer aux yeux du public la réalité de l'exploitation du monde du travail.

Il faut construire vite les millions de logements qui manquent et que l'État réquisitionne les terrains pour le faire et embauche lui-même les ouvriers qui les construisent, sans enrichir au passage Bouygues et les autres. En y consacrant les 65 milliards dépensés actuellement en aides aux entreprises, en deux ans toutes les demandes de HLM pourraient être satisfaites.

Il faut augmenter tous les salaires de 300 € et faire qu'aucun ne soit inférieur à 1500 € nets, quel que soit l'horaire.

Etienne Hodara, Lutte Ouvrière

Prochain Café anticapitaliste organisé par le **Rezo-antiK**
Mercredi 28 mars, à 20h30

"L'école, formation ou formatage ?"

Brasserie du stade (entre pépinière et canal)

Précarité partout, justice nulle part

COMMUNIQUE d'AC! 54

La colère des titulaires de contrats « aidés ».

Les allocataires des minimas sociaux (RMI, ASS, API, AAH), embauchés en contrats « aidés », principalement comme EVS (Emploi vie scolaire) dans les établissements scolaires pour y accomplir des tâches administratives, d'animation et d'encadrement des élèves, ne décolèrent pas.

- On leur avait promis une prime de retour à l'emploi de 1000 €. Seuls ceux qui ont été embauchés après le 1er octobre y ont droit.

- On leur avait dit qu'ils pourraient cumuler leur salaire et leur allocation pendant trois mois et qu'ils percevraient ensuite pendant neuf mois une indemnité forfaitaire de 150€ pour une personne ou 225€ pour deux personnes ou plus. La plupart d'entre eux n'y a pas droit.

- On leur avait laissé entendre que leur contrat pourrait être renouvelé pour la prochaine année scolaire. A de rares exceptions près, tous ces contrats, dont la durée varie de 6 à 10 mois, arrivent à échéance le 30 juin.

Pour la seule académie de Nancy-Metz, 1945 de ces contrats précaires avaient été conclus fin 2006 et 800 autres devaient encore l'être d'ici la fin de l'année scolaire.

Les collectifs AC ! (Agir ensemble contre le chômage et la précarité) lancent aujourd'hui 13 février, une campagne nationale d'action pour exiger que les promesses soient tenues.

(<http://www.ac.eu.org/spip.php?article1549>)

Ils appellent les précaires en contrats « aidés » à constituer partout « des collectifs contre l'arbitraire » et à déposer collectivement leurs revendications auprès des Caisses d'Allocations Familiales et des ASSEDIC.

Contact pour la Lorraine : AC ! 54 à ac.54@cegetel.net

Pour AC ! 54
Le secrétaire,
Bernard Fade
Tel. 03 83 73 02 17

Vous voulez contribuer au Termite ?

N'hésitez pas à envoyer vos contributions, informations, coups de gueule, dates pour l'agenda, illustrations, bandes dessinées, etc.

Date limite pour le prochain n° : le 15 avril
à l'adresse : bulletin-rezo-antik@nancy-luttes.net

Journée internationale des femmes

En 1910, lors de la 2e conférence des femmes socialistes, Clara Zetkin, directrice de la revue *Die Gleichheit* (L'égalité) propose d'organiser une Journée internationale des femmes, journée annuelle de militantisme pour le droit de vote, l'égalité entre les sexes, et le socialisme. Le 8 mars trouve son origine dans les manifestations des femmes dans le monde au début du 20e siècle pour faire valoir leurs droits.

Le Collectif du 8 mars 2007 issu d'associations et organisations politiques diverses organise à Nancy deux journées d'action les 7 et 8 mars pour les droits des femmes. Il reste un grand nombre de luttes à mener pour maintenir les droits des femmes ici et ailleurs, droit d'exister, de travailler, d'être protégées contre les violences quelles qu'elles soient, afin que cette journée n'ait plus lieu d'être!

Programme

Mercredi 7 mars 2007 - Université Nancy 2 Campus Lettres

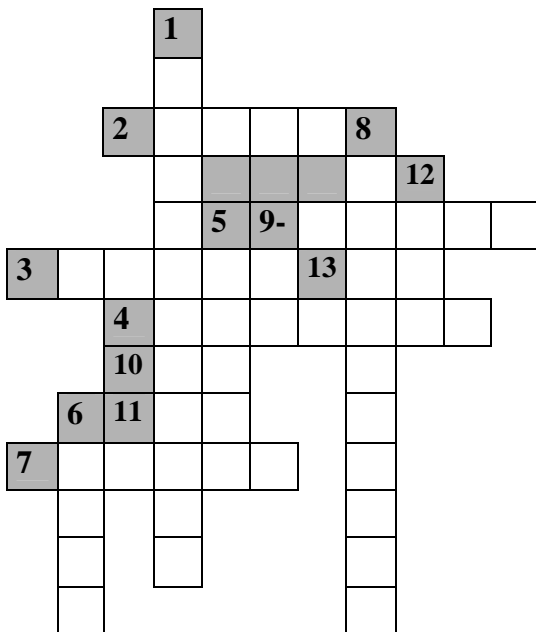
Action à partir de 18 h projection de 2 films documentaires suivis d'un débat - «Le Clitoris, ce cher inconnu» film documentaire sur la sexualité féminine

Jeudi 8 mars

Théâtre itinérant dans les rues de Nancy Avec la participation de la Chorale des Sans Noms
Départ 17h00 place Louise Michel (place de la gare)

CJ Rezo-antiK

Le Rezo-antiK en quelques mots



- 1 : Ce contre quoi le Rezo-AntiK lutte
- 2 : Contre
- 3 : C'est la finale ! Enfin presque !
- 4 : Un court texte qui permet d'exposer une idée
- 5 : On le distribue dans la rue
- 6 : Nous sommes le ...-AntiK
- 7 : Malheureusement ce contre quoi on lutte ... toujours là
- 8 : Lorsque plusieurs personnes parlent entre elles en réunion, en débat ou au bistrot et partout ailleurs...
- 9 : Il peut être petit et rouge
- 10 : Ville des Etats-Unis siège d'émeutes en 1992
- 11 : Initiales de la troisième Internationale
- 12 : La propriété c'est le ...
- 13 : Protège des coups en manif

AGENDA

7 et 8 mars : Journée Internationale de Lutte des Femmes pour leurs Droits, organisée par le Collectif du 8 Mars. Le 7 mars à 18h00 fac de lettres, le 8 mars à 17h00 dans les rues.

Lundi 12 mars : Meeting d'Olivier Besancenot à Metz

Du 14 au 17 mars : Rencontres Libertaires sur l'Autogestion. Des rencontres pour partager, débattre et discuter ensemble de l'autogestion.

www.rencontres-libertaires.eu.org

Samedi 17 mars : Manif à Strasbourg: Stop EPR. Pour dire non à l'EPR et oui aux alternatives au nucléaire. De 13h à 18h30, village associatif, manifestation, musique...

www.stop-epr.org

Dimanche 18 mars, à partir de 11h30 : Fête de Lutte Ouvrière à Metz, CALP de Metz

Plantières. Meeting d'Arlette Laguiller
<http://www.lutte-ouvriere-est.org/>

Mercredi 28 mars, à 20h30 : Café anticapitaliste organisé par le Rezo-antiK : "L'école, formation ou formatage ?". Brasserie du stade (entre pépinière et canal)
www.nancy-luttes.net/Rezo-antiK/

Mercredi 28 mars, à 20h30 : Meeting d'Alain Krivine à Nancy

Du 6 au 8 juin : Appel pour des blocages de masse contre le sommet du G8 2007 à Heiligendamm/Rostock en Allemagne. Les chefs d'Etats et de gouvernements des huit plus grosses puissances économiques mondiales se rejoindront au sommet du G8 à Heiligendamm près de Rostock
<http://anti-g8.effraie.org/>

Qui sommes-nous ?

Après cinq ans de gouvernement Jospin, la faillite de la gauche plurielle (PS, PC et Verts) est révélée avec fracas au soir du 21 avril 2002 avec pour la première fois Le Pen au deuxième tour d'une présidentielle. Le bilan est sans appel pour la gestion sociale-libérale du capitalisme. A l'inverse, l'extrême gauche atteint près de 10 %, indiquant le besoin d'une politique alternative.

En mai-juin 2003, le gouvernement Raffarin réussit à provoquer l'un des plus gros mouvements sociaux depuis Mai 68 contre sa réforme des retraites. Suivi par un énorme rassemblement militant dans le Larzac à l'été, l'ampleur de la mobilisation, ainsi qu'une approche moins identitaire du militantisme indiquent que des ressources existent pour construire une nouvelle force politique anticapitaliste ancrée dans les luttes.

C'est ce contexte qui a conduit environ 80 militantEs de l'agglomération de Nancy, issuEs de différentes organisations syndicales, politiques ou associations (AL, ATTAC, Cacendr, CGT, CNT, FSU, La Rue Qui Gouverne, LCR, SUD...) et aussi de non-encartéEs à lancer le 1^{er} mai 2004 un appel, « *Rassemblons-nous pour en finir avec le capitalisme* », à l'origine du Rezo-antiK. Le projet de l'appel étant de construire un cadre commun à des militantEs provenant de différentes traditions (marxistes, libertaires, écologistes...), ne convergeant pas obligatoirement sur toutes les questions mais étant d'accord sur un socle minimum de principes anticapitalistes, et pas seulement antilibéraux. L'idée était alors de dépasser les clivages organisationnels sans gommer les différences, d'unir les forces sur ce qui pouvait l'être plutôt que de marcher séparément.

Trois ans plus tard, malgré des initiatives qui ont rencontré un relatif succès comme les Rencontres Anticapitalistes en janvier 2005, force est de constater que l'objectif initial du Rezo-antiK n'a pas du tout été atteint. Différents facteurs ont pesé dans ce sens, notamment le repli des organisations existantes sur elles-mêmes, et l'absence de relais au plan national y compris de la part d'organisations se déclarant officiellement favorables au rassemblement des anticapitalistes.

Le Rezo-antiK a malgré cela continué à fonctionner, bien que l'élan unitaire anticapitaliste ait été balayé par d'autres projets comme ceux aux contours flous du rassemblement antilibéral. Nous restons convaincuEs de la nécessité d'une force politique qui soit prête à défendre jusqu'au bout les intérêts des salariéEs, des sans-papiers, sans-logement, sans-emploi, c'est-à-dire d'une force qui mise sur les luttes plutôt que sur les élections, et qui ait pour projet de sortir du capitalisme plutôt que de l'aménager.

Le Rezo-antiK publie des tracts, participe à différentes luttes et collectifs, il est un lieu de confrontation et d'élaboration par le débat entre militantEs de différents horizons, notamment à l'occasion des cafés anticapitalistes. N'hésitez pas à participer à ses activités.